

## PRÉFET DE LA SAVOIE

Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
de Rhône-Alpes

Unité territoriale des deux Savoie

Chambéry, le 22/12/15

Affaire suivie par : Guillaume Dinocheau  
Cellule déchets, sites et sols pollués  
Tél. : 04 79 62 81 88  
Télécopie : 04 79 69 51 61  
Courriel : guillaume.dinocheau@developpement-durable.gouv.fr  
Réf. : 20151222-RAP-UiomChyComplementEdiModif-v1

### **INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

**Département de la Savoie**

**Syndicat mixte Savoie Déchets**

**Usine d'incinération d'ordures ménagères de Chambéry**

**Prescription d'un complément à l'étude d'impact**

**Rapport complémentaire de l'inspection des installations classées (post-CODERST)**

**Adresse de l'établissement :** 336, rue de Chantabord – 73 026 Chambéry

**Adresse du siège social de l'établissement :** Identique

**Activité principale de l'établissement :** incinération de déchets ménagers et assimilés, avec valorisation énergétique

**Priorité DREAL :** P1 (prioritaire national)

**COPIES :** Exploitant, UT (Chrono, D2)

**P.J. :** Projet d'arrêté préfectoral complémentaire modifié (3 pages)

**Numéro S3IC :** 61.4358 ☐ Enregistrement fait

## **1. RAPPEL DU CONTEXTE**

Par rapport du 21/10/15 nous avons proposé à M. le préfet, conformément à l'article R. 512-33 du code de l'environnement, de prescrire au syndicat mixte Savoie Déchets, exploitant de l'usine d'incinération de Chambéry, la transmission d'un complément à l'étude d'impact de l'usine concernant les impacts environnementaux générés lors des phases d'entretien et de maintenance effectuées à l'arrêt des installations d'incinération. Le projet d'arrêté complémentaire (v2 du 21/10/15) a été présenté au CODERST le 17/11/15 et a reçu un avis favorable à l'unanimité.

L'exploitant a par la suite été invité à présenter ses observations sur le projet d'arrêté complémentaire, conformément à la procédure contradictoire prévue par les articles R. 512-33, R. 512-25 et R. 512-26 (délai de 15 jours). Ces observations, portant sur 3 points du projet d'arrêté, ont été transmises par courrier du 7/12/15.

## **2. OBSERVATIONS PRÉSENTÉES PAR L'EXPLOITANT ET AVIS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES**

### **2.1 Concernant la rédaction d'un des considérants**

Dans son courrier du 7/12/15, l'exploitant conteste la rédaction d'un des considérant du projet d'arrêté : *"Considérant surtout que l'exploitant n'a pas mis en place à ce jour de disposition adaptée visant à maîtriser et limiter les impacts environnementaux induits par ces opérations, et tout spécialement les rejets atmosphériques ;"*.

Cette rédaction était basée sur la situation au 21/10/15. L'exploitant a confirmé depuis avoir mis en œuvre de nouvelles dispositions pour limiter l'impact environnemental des opérations d'entretien des installations (suite à notre inspection du 29/09/15, ces opérations seront désormais réalisées avec la filtration en marche). Ces dispositions restent toutefois à valider au travers du complément d'étude d'impact demandé : choix entre l'aspiration des cendres et le soufflage avec filtration pour le nettoyage des plateformes IBISOC (étude technico-économique), faisabilité de la filtration pour la phase de descente en température, performances attendues de ces nouvelles dispositions et comparaison avec les rejets générés lors des phases d'incinération, modalités de surveillance et de contrôle, etc. L'opportunité de ce complément d'étude d'impact n'est pas remise en question.

Nous proposons de remplacer le paragraphe contesté par celui-ci : *"Considérant que l'exploitant doit justifier les nouvelles dispositions mises en place pour maîtriser et limiter les impacts environnementaux induits par ces opérations, et tout spécialement les rejets atmosphériques ;"*

Deux amendements mineurs peuvent par ailleurs être apportés aujourd'hui au projet d'arrêté (soulignés en jaune dans le projet d'arrêté ci-joint).

### **2.2 Concernant le délai de transmission de l'étude**

L'exploitant conteste le délai proposé pour la transmission du complément d'étude d'impact demandé (4 mois à compter de la notification de l'arrêté). Il indique que cette étude nécessite des mesures complémentaires lors des prochains arrêts de maintenance des installations, qui ne seront effectués qu'en mai, septembre et octobre 2016 (l'exploitant propose une mesure lors de ces 3 arrêts). L'exploitant souligne également qu'un délai de 2 mois est nécessaire entre la mesure et l'édition du rapport d'analyses.

L'exploitant nous a indiqué ce jour par téléphone qu'après les phases de consultation prévues par le code des marchés public un bureau d'études sera missionné en février 2016 pour rédiger le complément à l'étude d'impact demandé. Un délai d'étude de 4 mois environ est annoncé.

L'étude demandée nécessite en premier lieu de recueillir des données sur les rejets atmosphériques engendrés lors des arrêts de maintenance programmés, et de valider au moyen d'essais les nouveaux modes opératoires définis par l'exploitant. Or l'exploitant n'effectue que quelques arrêts de ce type par an. De premières mesures ont pu être effectuées avec les analyseurs en continu lors de l'arrêt de la ligne n°2 en octobre 2015 (résultats transmis à la DREAL par courrier du 4/11/15) et par un laboratoire extérieur lors de cet arrêt et celui de la ligne 3 en novembre 2015 (le rapport d'analyses devrait nous être transmis prochainement ; il en est de même pour les prélèvements de cendres effectués en notre présence le 1/10/15). L'exploitant nous a confirmé qu'il n'y aura pas d'autre arrêt de maintenance avant celui programmé sur la ligne 3 pendant la seconde quinzaine de mai 2016, qui donnera lieu à une série de mesures complète. Cet arrêt ne peut être programmé plus tôt compte tenu de la nécessité de maintenir la capacité d'incinération pendant la période hivernale (production de chaleur pour le chauffage urbain, traitement des déchets habituellement incinérés à l'usine de Valezan...).

Afin de fournir des résultats robustes, la campagne de mesure programmée lors de l'arrêt de mai 2016 paraît nécessaire. Il ne nous paraît en revanche pas indispensable que l'exploitant effectue d'autres mesures lors des arrêts suivants. Après discussion avec l'exploitant, celui-ci nous semble en mesure de produire l'étude demandée pour le 1/08/16, soit un délai de 7 mois au lieu des 4 proposés initialement. Nous proposons de modifier le projet d'arrêté en ce sens (article 2). Si l'exploitant juge utile d'effectuer d'autres mesures lors des arrêts de septembre et octobre 2016, il pourra transmettre les résultats ultérieurement, en guise de complément.

### **2.3 Concernant le volet sanitaire des études**

L'exploitant souligne par ailleurs que les mesures déjà réalisées (transmises à la DREAL par courrier du 4/11/15) démontrent que les rejets sont très faibles lors des opérations précitées ; il propose que les nouvelles mesures de 2016 déterminent la nécessité ou non de réaliser une étude d'impact sanitaire.


Les premiers résultats qui nous ont été transmis par l'exploitant montrent en effet que les rejets sont limités dès lors que la filtration est mise en place lors des opérations de maintenance.

Nous proposons de maintenir dans le projet d'arrêté que l'étude à transmettre devra se prononcer sur les enjeux sanitaires des rejets générés lors des phases de maintenance, sans modification rédactionnelle (art. 1er). Si les compléments qui seront transmis démontrent que la prise en compte de ces rejets maintient l'usine dans le volume maximal des rejets considéré dans l'étude sanitaire remise en 2005, l'exploitant sera en droit de justifier de la non nécessité de mettre à jour cette étude.

## **3. CONCLUSION**

Nous maintenons la proposition de prescription complémentaire présentée dans notre rapport du 21/10/15 et accueillie favorablement par le CODERST le 17/11/15. Une nouvelle version du projet d'arrêté a été établi afin de prendre en compte les observations de l'exploitant.

L'inspecteur des installations classées



Guillaume DINOCHÉAU

Vu, approuvé et transmis à M. le préfet de Savoie,  
Lyon, le 22 décembre 2015

Pour la directrice et par délégation,  
Le chef d'unité  
Prévention des Pollutions,  
santé-environnement



Yves-Marie VASSEUR



## PREFECTURE DE LA SAVOIE

Direction départementale  
de la cohésion sociale et  
de la protection des populations

### **P R O J E T**

(20151222-DEC-UiomChyProjetApComplementsEdI-v4)

#### **Installations classées pour la protection de l'environnement**

#### **Arrêté préfectoral complémentaire**

**Syndicat mixte SAVOIE DECHETS – usine d'incinération de déchets non dangereux  
Commune de Chambéry**

#### **LE PREFET DE LA SAVOIE**

VU le code de l'environnement, parties législative et réglementaire, et notamment le titre 1er du livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré au syndicat mixte de traitement des déchets SAVOIE DECHETS le 1er décembre 2011 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 21 octobre 2015 ;

VU l'avis unanimement favorable émis par le conseil départemental des risques sanitaires et technologiques lors de sa séance du 17 novembre 2015 ;

VU les observations présentées sur le projet d'arrêté par l'exploitant par courrier du 7 décembre 2015 ;

VU le rapport complémentaire de l'inspection des installations classées en date du 22 décembre 2015 ;

Considérant que les rejets atmosphériques générés lors des 4 opérations de maintenance effectuées lors de l'arrêt des lignes d'incinération – nettoyage des plateformes IBISOC, nettoyage de l'intérieur des tours IBISOC, balayage des fours, sablage de la chaudière – et lors de la descente en température des fours n'ont pas été pris en compte dans l'étude d'impact fournie dans le dossier de demande d'autorisation déposé le 16/10/06 ("modernisation de l'usine d'incinération de Chambéry") ;

Considérant que, de fait, les quantités de poussières rejetées lors de ces opérations, et leur qualité, ne sont à ce jour pas connues précisément ;

Considérant que l'exploitant doit justifier les nouvelles dispositions mises en place pour maîtriser et limiter les impacts environnementaux induits par ces opérations, et tout spécialement les rejets atmosphériques ;

Considérant que les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation devront être complétées, sur la base des éléments à transmettre par l'exploitant, afin de mieux encadrer ces opérations de maintenance ;

Considérant les dispositions de l'article R. 512-31 du code de l'environnement : *"Des arrêtés complémentaires peuvent être pris sur proposition de l'inspection des installations classées et après avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques. Ils peuvent fixer toutes les prescriptions additionnelles que la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 rend nécessaires [...]". Ces arrêtés prévus peuvent prescrire, en particulier, la fourniture des informations prévues aux articles R. 512-3 [description des activités] et R. 512-6 [étude d'impact, étude de dangers...] ou leur mise à jour."* ;

SUR proposition de Mme la secrétaire générale de la préfecture de la Savoie,

## **ARRETE**

### **Article 1 - Objet**

Il est prescrit au syndicat mixte SAVOIE DECHETS, sis 336, rue de Chantabord – 73 026 Chambéry, exploitant des installations d'incinération de déchets non dangereux situées à la même adresse, la transmission d'un complément à l'étude d'impact de l'usine d'incinération concernant les impacts environnementaux survenant lors des phases d'entretien et de maintenance effectuées à l'arrêt des installations.

Cette étude complémentaire devra présenter notamment :

- un rappel des caractéristiques techniques des lignes d'incinération ;
- une évaluation des impacts générés lors des phases d'entretien et de maintenance effectuées à l'arrêt des installations d'incinération : sur l'environnement d'une part (sur chaque milieu concerné) et sur la santé publique d'autre part ;
- les mesures prévues pour éviter ou réduire, voire compenser ces impacts, ainsi que les performances attendues de ces mesures. Les mesures retenues devront tenir compte, d'une part, des meilleures techniques disponibles et, d'autre part, d'une étude technico-économique comprenant notamment une analyse coûts – avantages des différentes solutions envisageables ;
- les modalités de contrôle prévues pendant les phases d'entretien et de maintenance effectuées à l'arrêt des installations d'incinération ;
- les modalités prévues pour surveiller les effets des mesures susmentionnées sur l'environnement et la santé publique. Si nécessaire, pour prendre en compte les rejets générés lors des phases d'entretien et de maintenance, des compléments ou modifications devront être apportés, d'une part, à l'étude existante relative à la dispersion des rejets atmosphériques et, d'autre part, au dispositif de surveillance de l'impact de l'usine sur son environnement mis en place en application de l'article 3 - § 7.8.4 de l'arrêté préfectoral du 1/12/11.

### **Article 2 - Échéance**

Le complément demandé devra être transmis pour le 1<sup>er</sup> août 2016.

### **Article 3 - Notification et publicité**

Le présent arrêté est notifié au syndicat mixte SAVOIE DECHETS, qui l'affiche en permanence de façon visible au droit du site.

Il est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Savoie.

Une copie est adressée pour information à M. le maire de Chambéry.

Un extrait du présent arrêté, mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives de la mairie et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie de Chambéry pendant une durée minimum d'un mois. Le maire de Chambéry fera connaître par procès verbal, adressé à la préfecture de la Savoie, l'accomplissement de cette formalité.

#### **Article 4 - Délais et voies de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Grenoble par :

1° les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'établissement présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

2° l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

#### **Article 5 - Exécution**

Madame la secrétaire générale de la préfecture, monsieur le directeur de la direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations, et madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, en charge de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Chambéry le

Le Préfet